



CHAPITRE 67

Loi de l'impôt sur les corporations

CHAPTER 67

Corporation Tax Act

Applica-
tion de la
loi.

1. Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi. 11 Geo. VI, c. 33, a. 38.

1. The Minister of Revenue shall have charge of the application of this act. 11 Geo. VI, c. 33, s. 38.

Interprétation

Interpretation

Défini-
tions:
« ban-
que »;

2. Dans la présente loi,

1° « banque » comprend toute corporation ou compagnie à fonds social, constituée en vue d'opérations de banque ou de caisse d'épargne et faisant de telles opérations dans la province de Québec;

« Bureau-
chef »;

2° « bureau principal », dans le cas d'une compagnie ayant son siège social en dehors de la province, signifie le bureau que la compagnie désigne comme son bureau principal dans la province et, à son défaut de le faire, le bureau que désigne le ministre;

« capital
versé »;

3° « capital versé » signifie et comprend

a) le capital-actions de la compagnie versé, ordinaire et privilégié;

b) les surplus et fonds de réserve de la compagnie sauf:

i. les réserves pour usure normale;

ii. les réserves pour épuisement et créances douteuses ou mauvaises dont la création est permise comme charge à l'encontre du revenu en vertu de la présente loi;

c) toute dette de la compagnie, soit contractée, soit assumée par elle, représentée par des obligations, hypothèques, bons et obligations de revenu, droits de

2. In the present act:

(1) "bank" includes every corporation or joint-stock company constituted for the purpose of doing a banking business or the business of a savings bank and carrying on such business in the province of Quebec;

(2) "principal office", in the case of a company having its head office outside of the province, means the office which the company designates as its principal office in the province and, where no such place is designated, such place of business as may be designated by the Minister;

(3) The words "paid-up capital" mean and include

(a) the paid-up capital stock of the company, comprising ordinary and preferred stock;

(b) its surplus and reserve funds except:

i. the reserves for ordinary wear and tear;

ii. the reserves for depletion and doubtful debts, the creation of which is allowed as a charge against revenue under this act;

(c) all indebtedness of the company, whether assumed or undertaken by the company, represented by bonds, mortgages, debentures, income bonds, income

Defini-
tions:
"bank";

"prin-
cipal
office";

"paid-up
capital";

gage, billets, et toutes garanties affectant les biens de la compagnie;

d) toute autre dette ou obligation de nature capitale;

e) tout autre intérêt indivis ou tout autre intérêt de participation de la nature du capital-actions, tels que « unités », « actions fiduciaires », ou « certificats fiduciaires » et autres semblables.

Achalandage.

Cependant, lorsque l'achalandage est compris dans l'actif, une déduction peut être accordée dans la mesure où le ministre juge que cet achalandage n'a pas de valeur.

Déficit.

Cependant, si le bilan soumis aux actionnaires démontre un déficit, le montant de ce déficit pourra être déduit du montant du capital versé ainsi défini.

Dans le calcul du capital versé il est permis de déduire un montant proportionnel au rapport entre, d'une part, le coût des placements dans les actions, obligations d'autres compagnies et les prêts, avances à d'autres compagnies et, de l'autre part, le montant global des actifs de la compagnie.

Cependant, les argents en dépôt dans une compagnie faisant les affaires d'une banque d'épargne et les sommes dues par une compagnie mère, dont le siège social est situé en dehors du Canada, à une compagnie filiale assujettie à la présente loi ne sont pas considérés comme prêts et avances à d'autres compagnies pour les fins de calcul de cette déduction.

Les prêts et les dépôts à une compagnie de fiducie ou à une banque ainsi que les prêts ou avances à court terme, c'est-à-dire pour une période n'excédant pas douze mois, ne sont pas considérés comme prêts ou avances à une autre compagnie pour les fins du calcul de cette déduction.

La déduction pour placements et avances ne s'applique pas dans le calcul du capital versé d'une compagnie faisant le commerce de valeurs mobilières au sens de la Loi des valeurs mobilières (chap. 274).

Le « capital versé », pour les fins de la présente loi, est calculé sur le « capital

debentures, liens, notes and any security to which the property of the company is subject;

(d) every other indebtedness of a capital nature;

(e) every other undivided interest or other participating interest, in the nature of capital stock, such as "units", "trustee shares", or "trustee certificates" and the like.

However, when goodwill is included as an asset, a deduction may be allowed to the extent that such goodwill, in the opinion of the Minister, has no value. Goodwill.

Provided also that when the balance sheet submitted to shareholders shows a deficit, the amount of such deficit may be deducted from the amount of such paid-up capital. Deficit.

In computing the amount of paid-up capital a deduction is allowed of the amount which equals that proportion of the paid-up capital, which the cost of the investments made by the incorporated company in the shares and bonds of other incorporated companies, in loans and advances to other incorporated companies, bears to the total assets of the incorporated company.

However, the cash on deposit with any incorporated company doing the business of a savings bank and amounts due by a parent company with head office outside of Canada, to a subsidiary company taxable under this act shall not be deemed to be loans and advances to other incorporated companies for the purposes of computing this deduction.

Loans to and deposits with a trust company or a bank as well as short-term loans or advances, that is for a period not exceeding twelve months, are not considered as loans or advances to another company for the purposes of computing this deduction.

The deduction for investments and advances does not apply in computing the amount of paid-up capital in the case of a company which trades in securities within the meaning of the Securities Act (Chap. 274).

The "paid-up capital" for the purposes of the present act, is computed on the

versé » tel que montré aux livres et aux états financiers soumis aux actionnaires;

« compagnie »;

4° « compagnie » désigne, en plus de son sens ordinaire:

a) toute société par actions ou à fonds social et toute corporation légalement constituée, quels que soient la nature et l'endroit de sa constitution;

b) une compagnie dont les affaires sont confiées à un syndic, fondé de pouvoirs, liquidateur ou autre personne; le mot « compagnie » dans ce cas comprend tel syndic, fondé de pouvoirs, liquidateur ou autre personne;

c) toute personne, société, syndicat ou fidéicommissaire faisant dans Québec les affaires d'une personne, société, syndicat, fidéicommissaire ou corporation dont le siège social est en dehors de Québec;

((compagnie canadienne));

5° « compagnie canadienne » désigne une compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi de l'ancienne province du Bas Canada, ou de l'ancienne province du Canada, ou en vertu des lois de la Puissance du Canada ou de quelqu'une de ses provinces, incluant Québec;

« compagnie d'assurance »;

6° « compagnie d'assurance » désigne

a) toute compagnie d'assurance sur la vie, la santé, les bestiaux, les vitres, les bouilloires, contre l'incendie, les risques de navigation sur mer ou sur les eaux intérieures, les accidents, la maladie, le vol;

b) toute compagnie d'assurance d'identité, de garantie, de responsabilité des patrons, et tout autre genre de compagnie ou association d'assurance émettant des polices en son propre nom ou par l'entremise d'un agent ou courtier, d'après le système de cotisation ou autre; et

c) toute corporation ou groupe de personnes, sous quelque nom qu'il soit connu, faisant de l'assurance dans la province;

« compagnie de prêts »;

7° « compagnie de prêts » signifie toute compagnie constituée en corporation, association ou société, autre qu'une banque ou une compagnie d'assurance telles que définies dans la présente loi, constituée, autorisée ou administrée pour fins de prêts d'argent, et inclut les compagnies ou associations de finance;

((compagnies ordinaires));

8° « compagnies ordinaires » désigne toute compagnie visée par le paragraphe 1° de l'article 3;

“paid-up capital” as shown in the books and the financial statements submitted to shareholders.

(4) “company”, in addition to its ordinary meaning, means: “company”;

(a) every stock company or joint-stock company and every corporation legally constituted, whatever may be the nature and place of its constitution;

(b) a company placed in the hands of a trustee, assignee, liquidator or other person; the word “company”, in such a case, shall include such trustee, assignee, liquidator or other person;

(c) every person, partnership, syndicate or trustee doing in Quebec the business of a person, partnership, syndicate, trustee or corporation having his or its head office outside of the Province of Quebec;

(5) The words “canadian company” mean a company incorporated in virtue of the laws of the former Province of Lower Canada, or of the former Province of Canada, or of the laws of the Dominion of Canada, or of any Province of Canada, including that of Quebec; “canadian company”;

(6) “insurance company” means: “insurance company”;

(a) all life, health, livestock, plate-glass, steam-boiler, fire, ocean marine, inland navigation, accidents, sickness, or theft insurance companies;

(b) all registry and identification, guarantee, and employers' liability insurance companies and any other kind of insurance company or insurance association issuing policies in its own name or through an agent or broker, whether on an assessment system or otherwise; and

(c) all companies or aggregations of persons, by whatever name known, doing an insurance business in the Province;

(7) “loan company” means an incorporated company, an association or partnership, other than a bank or an insurance company as defined in this act, constituted, authorized or operated for the purpose of lending money, and shall include finance corporations or associations; “loan company”;

(8) “ordinary company” means any company contemplated by subdivision 1 of section 3; “ordinary company”;

« faisant affaires en cette province »;
 9° « faisant affaires en cette province » ou « faisant quelque entreprise, commerce ou affaires » signifie exerçant l'un quelconque des droits, pouvoirs ou objets corporatifs d'une compagnie ou possédant quelque bien dans la province ou y ayant une place d'affaires au sens de la présente loi;

« primes »;
 10° « primes » signifie:
 a) toutes sommes payables en considération d'un contrat d'assurance et comprenant la prime initiale et toutes autres primes payables, dans la suite, en vertu de ce contrat;

b) les dépôts-primes, cotisations, droits d'entrée, contributions de membres et toute autre compensation donnée pour bénéficier d'un contrat d'assurance;

« profits »;
 11° « profits » comprend:
 a) les profits annuels faits directement ou indirectement et provenant de tout commerce ou industrie, ou de toute entreprise commerciale, financière ou autre;

b) l'intérêt, les dividendes et les profits provenant directement ou indirectement de l'argent placé à intérêt, avec ou sans garantie, ou de placements dans les actions, ou de tout autre genre de placement, et aussi le profit ou gain annuel provenant de toute autre source; et

c) les redevances, royalties et autres recettes périodiques semblables dépendant de la production ou de l'usage d'un bien réel d'une compagnie, malgré que ces montants soient payables à raison de l'emploi ou de la vente de tel bien;

d) tout montant résultant de l'application de l'article 11;

« Québec »;
 12° « Québec » signifie la province de Québec;

« revenu net »;
 13° « revenu net » a le même sens que « profits » défini au paragraphe 11°;

« ministre »;
 14° « ministre » désigne le ministre du revenu. 11 Geo. VI, c. 33, a. 2; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 1; A. C. No 2416 du 16 décembre 1964 (G. O., 1965, p. 186).

(9) "doing business in this Province" "doing business in this Province" or "carrying on any undertaking, trade or business therein" mean exercising any of the corporate rights, powers or objects of a company or possessing any property in the Province or having therein a place of business within the meaning of this act;

(10) "premium" means:
 (a) all amounts payable as a consideration for insurance contracts and shall include the first premium and the other premiums thereafter payable thereon;

(b) all premium deposits, assessments, policy fees, membership fees and every other compensation for a contract of insurance;

(11) "profits" include:
 (a) the annual profits directly or indirectly made from any trade or industry or from any commercial, financial or other business;

(b) the interest, dividends and profits directly or indirectly received from money at interest, with or without guarantee, or from investments in securities or any other form of investment, and also the annual profit or gain from any other source; and

(c) rents, royalties and other like periodical receipts which depend upon the production or use of any real property of a company, notwithstanding that the same are payable on account of the use or sale of any such property;

(d) any amount resulting from the application of section 11;

(12) "Quebec" means the Province of Quebec;

(13) "net revenue" has the same meaning as "profits" defined in paragraph 11;

(14) "Minister" means the Minister of Revenue. 11 Geo. VI, c. 33, s. 2; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 1; O. C. No. 2416 dated December 16, 1964 (O. G., 1965, p. 186).

Taxes sur capital et places d'affaires

Taxes on paid-up capital and places of business

Impôts. 3. Afin de pourvoir aux besoins du service public de la province, chacune des corporations, compagnies, sociétés, maisons d'affaires, et personnes suivantes, faisant affaires en cette province sous

3. In order to provide for the exigencies of the public service of the province, every one of the following companies, corporations, partnerships, business houses and persons, doing business in this prov- Taxes imposed.

son nom, sous une raison sociale ou par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière, agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, doit payer à Sa Majesté aux droits de la province, pour chaque période de douze mois commençant le premier mai de chaque année les taxes suivantes, aux dates et en la manière ci-après déterminées:

1° Compagnies ordinaires

Compagnies ordinaires.

Dans le cas de toute compagnie constituée en corporation faisant quelque entreprise, commerce ou affaires non spécialement imposée en vertu des paragraphes suivants du présent article:

a) un dixième de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque place d'affaires; cependant si le montant du capital versé de la compagnie est inférieur à vingt-cinq mille dollars, cette taxe est de vingt-cinq dollars pour chaque place d'affaires.

Places d'affaires.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle est payable sont:

a) les bureaux d'une compagnie, ses usines, magasins, ateliers, agences ou places de commerce;

b) le bureau occupé par le conseil d'administration d'une compagnie;

c) tout édifice ou partie d'édifice ou tout immeuble où une compagnie fait quelque une des opérations qui lui sont propres;

d) tout édifice, bureau dans un édifice, chambre ou endroit où une compagnie invite la clientèle, soit par l'apposition publique de son nom à cet endroit, soit par l'insertion de son nom dans l'annuaire téléphonique, ou soit par une annonce dans les journaux informant du nom de la compagnie et de son adresse à un tel endroit, et tout bureau, chambre ou endroit situés dans cette province et qui sert d'adresse postale à une compagnie;

e) tout bureau ou local d'un agent d'une compagnie qui accepte ou prend des commandes ou passe des contrats pour une compagnie qui est son mandant;

ince, in his or its own name or under a firm name or through any person paid by salary or commission or in any other manner, acting as employee, vendor, agent, representative or otherwise, shall pay to Her Majesty in the rights of the Province, for each of the twelve month periods beginning on the first of May of each year at the time and in the manner hereinafter provided, the following taxes:

1. Ordinary companies

In the case of every incorporated company carrying on any undertaking, trade or business which is not otherwise specially taxed under the following subdivisions of this section:

Ordinary companies.

(a) one-tenth of one per centum upon the amount of the paid-up capital of the company;

(b) an additional tax of fifty dollars for each place of business; however, if the amount of paid-up capital of the company is less than twenty-five thousand dollars, such tax shall then be of the amount of twenty-five dollars for each place of business.

The places of business for which this additional tax is payable are the following:

Places of business.

(a) The company's offices, workshops, factories, stores, agencies or stations;

(b) The executive office of a company;

(c) Any building or part of a building or any property where a company carries on any of its operations;

(d) Any building, office in a building, room or location where a company invites patronage either through its name being placed in public view on the property or by the listing of its name in a telephone directory or by an advertisement in the press giving the name of the company and its address at such a location, and any office, room or location situated in the province, used by a company as its mailing address;

(e) Any office or room of an agent of a company which agent accepts or takes orders or makes contracts for a company which is his principal;

f) tout dépôt permanent d'échantillons où le représentant d'une compagnie exhibe des spécimens des produits que la compagnie qu'il représente offre en vente;

g) tout dépôt où le représentant d'une compagnie peut acheter du matériel pour l'usage de cette compagnie;

h) tout dépôt pour l'expédition de la marchandise d'une compagnie.

Nom.

Les places d'affaires ci-dessus sont imposables, qu'elles soient tenues sous le nom de la compagnie ou sous le nom d'une personne ou d'un employé sous le contrôle d'une compagnie.

Même immeuble.

Lorsqu'une compagnie a plusieurs places d'affaires dans un même immeuble, celles-ci sont, pour les fins du présent paragraphe, considérées comme une seule place d'affaires.

Si l'agent d'une compagnie est également l'agent d'une autre compagnie ou de plusieurs autres compagnies, chacune de ces compagnies est considérée comme tenant une place d'affaires dans le bureau de cet agent.

Agent.

(f) Any permanent sample depot where a representative of a company may display samples of products offered for sale by the company he represents;

(g) Any depot where a representative of a company may buy materials for the use of such company;

(h) Any depot for the distribution of goods of a company.

The above places of business are taxable whether they are in the name of the company or in the name of a person or employee under the control of the company.

When a company has several places of business on the same premises, they shall, for the purposes of this subdivision, be considered as but one place of business.

If an agent of a company is also the agent of another company or of several companies, each of such companies shall be deemed to be maintaining a place of business in the office of such agent.

2° Banques

Dans le cas de toute banque,

a) une taxe de un dixième de un pour cent sur son capital-actions payé et de un dixième de un pour cent sur ses fonds de réserve et ses profits non distribués;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires.

Banques.

2. Banks

In the case of every bank,

(a) a tax of one-tenth of one per centum on the paid-up capital stock thereof and one-tenth of one per centum on its reserve funds and undivided profits;

(b) an additional tax of fifty dollars for each office or place of business.

Banks.

3° Compagnies d'assurance

Dans le cas de toute compagnie d'assurance, une taxe de deux pour cent sur toute prime payable à la compagnie ou à son ou ses agents et se rapportant à des affaires dans Québec.

Pour les fins de l'alinéa précédent, est considéré comme des affaires dans Québec l'échéance de toute prime relative à l'assurance d'une personne résidant dans Québec ou d'un bien situé dans cette province, si cette personne y réside au moment de l'échéance de la prime ou si ce bien y est situé en n'importe quel temps pendant la durée du contrat d'assurance.

Compagnie d'assurance.

Affaires dans Québec.

3. Insurance Companies

In the case of every insurance company, a tax of two per centum on every premium payable to the company or to its agent or agents in respect of the business transacted in Québec.

For the purposes of the preceding paragraph, shall be deemed as business transacted in Québec, the obligation to pay a premium in respect of insurance of a person resident in Québec or of property situated in Québec, if such person is resident in Québec at the time of maturity of the premium or if such property has a situs within Québec at any time during the term of insurance.

Insurance companies.

Business in Québec.

Idem.

Est aussi considérée comme une prime payable et se rapportant à des affaires dans Québec toute prime payable dans Québec ou relative à un contrat fait dans cette province excepté un contrat de rente.

Prime imposée ailleurs.

Lorsqu'une prime est déjà imposée par une autre province, état ou pays, le ministre s'il le juge équitable, peut exempter une compagnie d'assurance de l'obligation de payer la taxe sur ladite prime.

Dans le cas de réassurance la compagnie qui assure en premier lieu est exempte de la taxe imposée par la présente loi sur la partie de la prime payable à la compagnie de réassurance si cette dernière détient un permis dans cette province; mais si la compagnie de réassurance ne détient pas tel permis, la compagnie qui assure en premier lieu est tenue de payer la taxe sur la prime entière. La compagnie de réassurance détenant un permis dans cette province est responsable du paiement de la taxe sur la prime entière.

Si une compagnie d'assurance cède à une autre compagnie, la totalité de ses affaires, déduction faite des réassurances déjà effectuées, la compagnie cédante est tenue de payer la taxe de deux pour cent sur ces primes ou le minimum fixé, et la compagnie cessionnaire est exempte de ladite taxe.

Dédutions admises.

Ne sont déductibles des primes payables que les ristournes et la valeur au comptant des dividendes payés ou crédités aux porteurs de police, pourvu que les montants ainsi payés ou crédités concernent des risques rapportés et alloués comme étant des risques de personnes résidant ou de biens situés dans la province.

Dédutions non admises.

Aucune déduction n'est admise par suite du paiement à l'assuré d'une valeur de rachat ou d'une valeur d'emprunt.

Minimum.

Le minimum de la taxe annuelle sur primes est

a) pour les compagnies d'assurance-vie, de trois cents dollars;

b) pour les compagnies d'assurance maritime, de deux cent cinquante dollars;

c) pour les compagnies d'assurance réciproque ou mutuelle, de cent dollars;

d) pour les compagnies d'assurance faisant à la fois de l'assurance maritime

Shall also be deemed to be a premium payable in respect of business transacted in Quebec, any premium payable in Quebec or any premium in respect of a contract made in this province, except an annuity contract.

Idem.

When any premium is already taxed by any other province, state or country, the Minister may, if he deems it just so to do, exempt an insurance company from the payment of the tax on the said premium.

Premium taxed elsewhere.

In the case of reinsurance the principal company shall be exempt from the tax imposed by this act on the portion of the premium payable to the reinsuring company if the latter is licensed in this province, but if such reinsuring company is not licensed in this province, the principal company shall be liable for the tax on the full amount of the premium. The reinsuring company licensed in this province will be liable for the payment of the total premium tax.

In the case where an insurance company cedes the entire amount of its accepted business, after deduction of other reinsurance ceded to another company, the ceding or principal company shall then be liable for the tax of two per cent on such premiums or the minimum applicable, and the company accepting the reinsurance shall be exempted from the payment of the said tax.

Only return premiums and the cash value of the dividends paid or credited to policy holders shall be deductible from the premiums payable, provided the amounts so paid or credited are in respect of risks reported and allocated as being risks of persons residing in or property located in Quebec.

Deductions allowed.

No deduction shall be allowed for the payment to the insured of cash surrender or loan values.

Not allowed.

The minimum of the annual tax on premiums is:

Minimum.

(a) Three hundred dollars in the case of a life insurance company;

(b) Two hundred and fifty dollars in the case of a marine insurance company;

(c) One hundred dollars in the case of a reciprocal or mutual insurance company;

(d) Three hundred dollars in the case of a company writing both marine and other

et d'autres genres d'assurance, sauf l'assurance-vie, et dans le cas de toute autre compagnie d'assurance, de trois cents dollars.

Les minimums ci-dessus sont payables par ces compagnies comme première taxe, lorsqu'elles commencent à faire affaires dans la province.

risks, except life, and in the case of every other insurance company.

The minimum sums above mentioned shall respectively be the amount of the first tax exigible from every insurance company beginning to transact business in this province.

Whenever insurance companies incorporated in this province are subjected in another province, state or country, to a higher tax than that exacted in such other province, state or country from the insurance companies incorporated therein, the Lieutenant-Governor in Council may increase the tax upon insurance companies incorporated in such other province, state or country, doing business in this province, to an amount equal to the discriminating tax.

The Minister shall be informed of every contract of insurance on any moveable or immoveable property situated in the province effected, after the first of September, 1947, in any extra-provincial company not having an office in the province. Every person, partnership or company, and every officer or agent or employee of any such person, partnership or company, having an actual knowledge of the facts, shall, within one month, notify the Minister in writing, under oath, of

Lorsque des compagnies d'assurance constituées en corporation dans Québec sont assujetties dans une autre province, état ou pays, à une taxe plus élevée que celle exigible dans cette autre province, état ou pays des compagnies d'assurance y constituées, le lieutenant-gouverneur en conseil peut augmenter d'autant la taxe sur ces dernières faisant affaires dans Québec.

Le ministre doit être informé de tout contrat d'assurance affectant un bien mobilier ou immobilier situé dans Québec et fait, après le premier septembre 1947, avec une compagnie d'assurance étrangère à cette province et qui n'y a pas de bureau. Toute personne, société ou compagnie, et tout officier, agent ou employé de telle personne, société ou compagnie qui en a connaissance doit dans les trente jours donner un avis par écrit et sous serment au ministre, l'informant

a) du montant de cette assurance;

b) du montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci eut été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province.

(a) the amount of such insurance;

(b) the amount of premiums which would have been chargeable for such insurance had the same been placed with an insurance company having an office or place of business in the province.

Cette personne, société ou compagnie doit, en remettant cette déclaration, payer au ministère du revenu le montant que la province serait en droit de recevoir d'une compagnie ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand une telle assurance est effectuée directement par le détenteur du bien, la déclaration doit être faite et la taxe doit être payée par celui-ci; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe doit être payée par cet agent ou courtier.

Such person, partnership or company shall, upon filing such declaration, pay to the Department of Revenue the amount which the province would have been entitled to receive from a company having an office or place of business in the province, had such insurance been placed with such company. When such insurance is effected directly by the possessor of the property, the declaration shall be made and the tax paid by him; when it is effected through an agent or broker, the declaration shall be made and the tax paid by such agent or broker.

Compagnies taxées ailleurs.

Information à donner, par compagnie étrangère.

Paiement.

Compagnies taxées ailleurs.

Information to be given by extra-provincial companies.

Payment.

Amende.

Toute personne, société ou compagnie et tout officier, agent ou employé, contrevenant à toute disposition de l'alinéa précédent est, pour chaque contravention, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe.

Any person, partnership or company and any officer, agent or employee, infringing any provision of the preceding paragraph, shall, for each offence, be liable to a fine equal to twice the amount of the tax.

4° Compagnies de prêts

4. Loan Companies

Dans le cas de toute compagnie de prêts,

In the case of every loan company:

Compagnies de prêts.

a) s'il s'agit d'une compagnie à capital fixe ou permanent, une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital-actions payé, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette compagnie dans la province, sauf pour son bureau et sauf ses argents en banque; dans aucun cas la taxe n'est inférieure à cent dollars;

(a) If it be a company with fixed or permanent capital, a tax of one-twentieth of one per centum on the paid-up capital stock thereof, plus one-twentieth of one per centum on all moneys invested in Quebec by such company, except for its office premises and excluding cash in bank; the tax, in no case, shall be less than one hundred dollars;

Loan companies.

b) s'il s'agit d'une compagnie sans capital fixe, une taxe d'au moins cent dollars, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette compagnie dans la province, sauf pour son bureau et sauf ses argents en banque; dans aucun cas la taxe ne sera inférieure à cent dollars.

(b) If it be a company without a fixed capital, a minimum tax of one hundred dollars, plus one-twentieth of one per centum on all moneys invested in Quebec by such company, except for its office premises and excluding cash in bank; the tax, in no case, shall be less than one hundred dollars.

Impôt sur places d'affaires.

Une taxe additionnelle de cent dollars pour chaque bureau ou place d'affaires lorsque le capital fixe de la compagnie excède cent mille dollars; une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires lorsque le capital fixe est de cent mille dollars ou moins ou lorsqu'il n'y a pas de capital fixe.

An additional tax of one hundred dollars for each office or place of business when the fixed capital of the company exceeds one hundred thousand dollars; an additional tax of fifty dollars for each office or place of business when the fixed capital is of the amount of one hundred thousand dollars or less or whenever there is no fixed capital.

Place of business.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle est payable sont celles énumérées dans le paragraphe 1° du présent article.

The places of business for which this additional tax is payable are those specified in subdivision 1 of this section.

5° Compagnies de navigation

5. Navigation Companies

Compagnies de navigation.

Dans les cas de toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur ou société, possédant ou exploitant un ou plusieurs bateaux à vapeur ou vaisseaux naviguant d'un endroit en cette province à tout autre endroit situé soit en cette province, soit ailleurs, ou tout agent de telle compagnie ou société,

In the case of every navigation company, steamship company or partnership owning or operating one or more steamships or vessels navigating between any place in the province and any other place either within or without the province, or any agent of such company or partnership,

Navigation companies.

a) les diverses taxes auxquelles les compagnies ordinaires sont assujetties par la présente loi;

(a) the several taxes imposed upon the ordinary companies under this act;

Hôtels. *b)* en outre, lorsqu'une telle compagnie ou société exploite un ou des hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé dans l'exploitation de ces hôtels, et aussi la taxe sur places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

(b) in addition, when such company or partnership operates one or more hotels in the province, a tax of one-tenth of one per centum on the capital employed in operating such hotels and also the tax upon places of business payable by ordinary companies. Hotels.

6° Compagnies de télégraphe

Compagnies de télégraphe. Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un réseau télégraphique ou partie d'un réseau télégraphique dans la province, une taxe annuelle de cinq mille dollars.

Location de réseau. Cependant, si une compagnie de télégraphe loue son réseau à une autre compagnie, ou convient avec une autre compagnie de l'opération pour elle de son réseau, elle est alors assujettie aux diverses taxes établies par la présente loi sur les compagnies ordinaires, excepté la taxe sur les places d'affaires, toutefois avec minimum de deux mille dollars quant à la taxe sur le capital.

In the case of every company owning, operating or utilizing a telegraph system or part of a telegraph system in the province, an annual tax of five thousand dollars. Telegraph companies.

However, when a telegraph company leases its system to another company or enters into an agreement with another company to operate its telegraph system for it, it shall then be subject to the several taxes imposed by this act on ordinary companies, except the tax upon places of business; however, the minimum tax on capital shall be two thousand dollars. Lease of system.

7° Compagnies de téléphone

Compagnies de téléphone. Dans le cas de toute compagnie possédant, opérant ou utilisant dans un but de lucre un réseau téléphonique ou partie d'un réseau téléphonique dans la province, *a)* lorsque le capital versé est de cent mille dollars ou plus, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé;

b) lorsque le capital versé est inférieur à cent mille dollars, la taxe sur le capital à laquelle sont assujetties les compagnies ordinaires.

In the case of every company owning, operating or utilizing for gain a telephone system or part of a telephone system in the province, Telephone companies.

(a) a tax of one-fifth of one per centum on the paid-up capital thereof, when it has a paid-up capital of one hundred thousand dollars or more;

(b) the tax imposed on ordinary companies, when the paid-up capital thereof is less than one hundred thousand dollars.

8° Compagnies de messagries

Compagnies de messagries. Dans le cas de toute compagnie, y compris une compagnie de chemin de fer, faisant dans Québec les affaires d'une compagnie de messagries par chemin de fer, une taxe de huit cents dollars pour chaque cent milles ou fraction de cent milles de voie utilisée dans la province, mais dans aucun cas le montant total de cette taxe ne doit excéder dix mille dollars.

8. Express Companies

In the case of every company, including a railway company, carrying on the business of an express company over a railway in Quebec, a tax of eight hundred dollars for each one hundred miles or fraction thereof of railroad used in the province, but in no case shall the tax be more than ten thousand dollars. Express companies.

9° *Compagnies de tramways*9. *Tramway Companies*

Compagnies de tramways.

Dans le cas de toute compagnie de tramways exploitant une ligne de tramways ou, à la fois, une ligne de tramways et un autre service de transport,

a) une taxe de un pour cent sur les revenus bruts provenant de toutes ses affaires;

Hôtels.

b) en outre, lorsqu'une telle compagnie exploite un ou plusieurs hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et aussi une taxe de place d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel.

In the case of every tramway company operating a line of tramway or both a line of tramway and a transportation service,

Tramway companies.

(a) a tax of one per centum on the gross revenue derived from all its business;

(b) in addition, when such company operates one or more hotels in the province, a tax of one-tenth of one per centum on the capital employed in operating such hotels and also a place of business tax of fifty dollars for each hotel.

Hotels.

10° *Compagnies de chemin de fer*10. *Railway Companies*

Compagnies de chemin de fer.

Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un chemin de fer dans la province, une taxe de soixante dollars par mille de voie simple pour chaque voie principale, une taxe de quarante dollars par mille de voie secondaire simple, et en outre, lorsque la ligne est multiple, une taxe supplémentaire de quarante dollars par mille de voie additionnelle possédée, exploitée ou utilisée dans cette province.

Dans le cas de toute compagnie qui utilise en tout ou en partie le réseau d'une autre compagnie assujettie à la taxe prévue par le présent paragraphe 10°, une taxe équivalente à un quart de la taxe ci-dessus; dans ce cas, les deux compagnies sont conjointement et solidairement responsables du paiement de cette dernière taxe.

« voie ».

Le mot « voie », dans le présent paragraphe 10°, ne comprend pas les voies d'évitement ou de stationnement.

Hôtels.

En plus de la taxe ci-dessus établie, toute compagnie de chemin de fer exploitant un ou plusieurs hôtels dans cette province paiera une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et une taxe de place d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel.

Réduction.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder, indéfiniment ou pour un temps déterminé, toute diminution de taxes qu'il croit juste, à une compagnie de chemin de fer qui fait exclusivement du

In the case of every company owning, operating or utilizing a railway in the province, a tax of sixty dollars per mile of single track upon each main line, a tax of forty dollars per mile of single branch line, and, where the line has two or more tracks, an additional tax of forty dollars per mile for each additional track, owned, operated or utilized in the province.

Railway companies.

Any company utilizing the railway system or part of the railway system of another company paying the tax provided by this subdivision 10, a tax equivalent to one-fourth of the above-mentioned tax; both companies shall, in such case, be jointly and severally liable for the payment of the last-mentioned tax.

The word "track" in this subdivision 10 "track". shall not include switches or sidings.

In addition to the tax above determined, every railway company operating one or more hotels in this province shall pay a tax of one-tenth of one per centum on the capital employed in operating such hotels and, for each hotel, a place of business tax of fifty dollars.

Hotels.

The Lieutenant-Governor in Council may grant, indefinitely or for a stated period, any reduction of taxation as he deems just, to a railway company which operates solely for the purpose of forest

Reduction.

transport pour fins d'exploitation forestière et qui n'exige ni ne reçoit de considération pour le transport des personnes ou des effets.

exploitation and which neither exacts nor receives any remuneration for the conveyance of persons or effects.

11° *Compagnies de wagons-dortoirs, salons ou autres*

Compagnies de wagons.

Dans le cas de toute compagnie ou société qui fait affaires dans la province, en louant des wagons-dortoirs, wagons-salons, wagons-restaurants, wagons-citerne ou autres à une compagnie de chemin de fer, ou dont les wagons-dortoirs, wagons-salons ou autres circulent sur le réseau ou sont à l'usage d'une compagnie de chemin de fer faisant affaires dans la province,

a) une taxe de un tiers de un pour cent sur le capital de la compagnie investi dans les wagons et le matériel roulant en usage dans la province;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle est payable sont celles énumérées dans le paragraphe 1° du présent article.

11. *Sleeping, Parlor and other Car Companies*

In the case of every company or partnership doing business in Quebec by leasing or hiring sleeping, parlor, dining, tank or other cars to any railway company, or whose sleeping, parlor or other cars are run upon the lines of or are used by any railway company doing business in the province,

(a) a tax of one-third of one per centum on the capital of the company invested in such cars and rolling stock in use in the province;

(b) an additional tax of fifty dollars for each office or place of business.

The places of business for which this additional tax is imposed are those specified in subdivision 1 of this section.

12° *Compagnies de gaz et d'électricité*

Compagnies de gaz et d'électricité.

Dans le cas de toute compagnie de production, de transmission, de distribution ou de vente de l'énergie électrique ou de gaz ou des deux à la fois, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle sont assujetties les compagnies ordinaires.

12. *Gas and Electric Companies*

In the case of every company generating, transmitting, distributing or selling electrical energy or gas or both, a tax of one-fifth of one per centum on its paid-up capital and also the tax upon places of business payable by ordinary companies.

13° *Compagnies de gazoline*

Compagnies de gazoline.

Dans le cas de toute compagnie qui produit, vend, distribue ou livre de la gazoline ou tout autre produit liquide préparé ou mélangé en vue de produire de la force motrice, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle sont assujetties les compagnies ordinaires.

13. *Gasoline Companies*

In the case of every company producing, selling, distributing or delivering gasoline or any other liquid products prepared or compounded for the purpose of generating power, a tax of three-eighths of one per centum on its paid-up capital and also the tax upon places of business payable by ordinary companies.

14° *Compagnies d'immeubles*

Compagnies d'immeubles.

Dans le cas de toute compagnie d'immeubles, les taxes sur capital et sur les places d'affaires exigibles des compagnies ordinaires.

Cependant, une compagnie d'immeubles qui ne fait aucune autre affaire que la vente de lots à bâtir ou que détenir des lots vacants doit payer une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital versé avec en plus la taxe sur les places d'affaires payables par les compagnies ordinaires.

15° *Compagnies faisant le commerce des boissons alcooliques*

Compagnies faisant commerce de boissons alcooliques.

Dans le cas de toute compagnie canadienne distillant, distribuant, livrant ou vendant des liqueurs alcooliques dans la province, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur le montant de son capital versé avec en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

Dans le cas de toute autre compagnie distillant, distribuant, livrant ou vendant des boissons alcooliques à des corporations ou personnes de la province de Québec, une taxe sur capital basée sur son chiffre de ventes dans la province, au taux de un cinquième de un pour cent de ce chiffre de ventes avec en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

Minimum.

Le montant minimum de la taxe sur capital ainsi payable par toute compagnie mentionnée dans l'un ou l'autre des deux alinéas précédents sera de vingt-cinq dollars.

16° *Brasseries*

Brasseries.

Dans le cas de toute compagnie fabricant, distribuant, livrant ou vendant de la bière en cette province, une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

17° *Compagnies de tabac*

Compagnies de tabac.

Dans le cas de toute compagnie qui fabrique, distribue, livre ou vend dans la

14. *Real Estate Companies*

In the case of every real estate company, the taxes on capital and upon places of business payable by ordinary companies. ^{Real estate companies.}

However, a real estate company doing no business other than the sale of building lots or other than holding vacant lots shall pay a tax of one-twentieth of one per centum on its paid-up capital and, in addition, the tax upon places of business payable by ordinary companies.

15. *Liquor Companies*

In the case of every Canadian company distilling, distributing, delivering or selling alcoholic liquor in the province, a tax of three-eighths of one per centum on the amount of its paid-up capital with, in addition, the tax on places of business payable by ordinary companies. ^{Alcoholic Beverages companies.}

In the case of every other company distilling, distributing, delivering or selling alcoholic beverages to corporations or persons of the Province of Quebec, a capital tax based on its sales in the province, at the rate of one-fifth of one per centum upon such sales with, in addition, the tax on places of business payable by ordinary companies.

The minimum capital tax so payable by any liquor company mentioned in the two preceding paragraphs shall be in the sum of twenty-five dollars. ^{Minimum.}

16. *Brewery Companies*

In the case of every company making, distributing, delivering or selling beer in this province, a tax of one-fifth of one per centum on the amount of its paid-up capital and also the tax upon places of business payable by ordinary companies. ^{Breweries.}

17. *Tobacco Companies*

In the case of every company manufacturing, distributing, delivering or selling ^{Tobacco companies.}

province des cigarettes, cigares ou autres produits du tabac, une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

Exception.

Le présent paragraphe 17° ne s'applique pas à une compagnie faisant la culture du tabac et qui ne fabrique pas des cigarettes.

18° *Sociétés ou personnes dont la principale place d'affaires est en dehors du Canada et qui ne sont pas imposées par une autre disposition de la présente loi*

Sociétés étrangères.

Dans le cas de toute société ou personne dont le bureau principal ou la place principale d'affaires est en dehors du Canada et qui n'est pas imposée par une autre disposition de la présente loi,

a) une taxe de un dixième de un pour cent sur son revenu brut dans la province avec minimum de vingt-cinq dollars;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle est payable sont celles énumérées dans le paragraphe 1° du présent article. 11 Geo. VI, c. 33, a. 3; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 2; A. C. No 1290 du 2 juillet 1964 (G. O., 1964, p. 3907).

Cas spéciaux

Réduction.

4. Sur recommandation du ministre au lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci peut établir à un montant moindre que ci-dessus prévu, la taxe payable sur le capital de toute compagnie qui

a) ne fait qu'une partie de ses affaires dans la province; (*) ou

b) n'y fait d'autres affaires que de détenir les actions, obligations ou autres valeurs mobilières d'autres compagnies; ou

(*) En vertu de l'arrêté en conseil No 204 du 22 février 1950 (G. O., 1950, pages 763, 764 et 891), les ventes faites par une compagnie, ayant son siège social en dehors du Canada mais ayant dans Québec sa principale place d'affaires pour les affaires transigées au Canada, à des acheteurs résidant dans une autre province du Canada, sont réputées faites dans Québec, à moins que cette compagnie ne paie dans cette autre province des taxes sur le capital.

cigarettes, cigars or other tobacco products in the province, a tax of one-fifth of one per centum on the amount of its paid-up capital and also the tax upon places of business payable by ordinary companies.

This subdivision 17 shall not apply to a company planting or growing tobacco and which does not manufacture cigarettes.

Exception.

18. *Partnerships or persons having their principal place of business outside of Canada and not taxed under any other provision of this act*

In the case of every partnership or person whose main office or principal place of business is outside the Dominion of Canada and which is not taxed under any other provision of this act,

Foreign partnerships.

(a) a tax of one-tenth of one per centum upon the gross revenue thereof in the province, the minimum tax to be twenty-five dollars;

(b) an additional tax of fifty dollars for each office or place of business.

The places of business for which this additional tax is imposed are those specified in subdivision 1 of this section. 11 Geo. VI, c. 33, a. 3; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 2; O. C. No. 1290 dated July the 2nd 1964 (O. G., 1964, p. 3907).

Special cases

4. Upon the Minister's recommendation to the Lieutenant-Governor in Council, the latter may fix at a sum less than that hereinabove prescribed the tax payable on capital of any company which

Reduction.

(a) does part only of its business in the province; (*) or

(b) does no business therein other than holding the stocks, bonds or other securities of other companies; or

(*) Under Order-in-Council No. 204 dated February the 22nd 1950 (O. G., 1950, pages 763, 764 and 891), in computing the tax on capital, sales made by a company, as contemplated by this Act, having its head office outside of Canada but having in Québec its principal place of business for its business transacted in Canada, to purchasers residing in another Province of Canada, shall be considered as having been made in Québec, unless the company pays to such other Province taxes upon capital.

c) étant une compagnie de gestion dont le siège social est situé en dehors de Québec, maintient un bureau dans cette province ou y tient les assemblées d'administration, ou y garde un compte de banque ou une partie des valeurs mobilières sous son contrôle; ou

d) étant une compagnie minière qui n'a pas atteint le stage de la production. 11 Geo. VI, c. 33, a. 4. (*)

(c) being a holding company and having its head office outside Quebec has an office or holds directors' meetings in the province, or keeps in Quebec a bank account or part of the securities under its control; or

(d) being a mining company which has not reached the production stage. 11 Geo. VI, c. 33, s. 4. (*)

Compagnie ne possédant aucun actif.

5. Toute compagnie dont le siège social est, en vertu de sa constitution ou autrement, fixé dans la province, qui ne possède aucun actif et qui, de l'avis du ministre, n'a pas commencé ou a cessé de faire affaires doit, si elle n'a pas abandonné sa charte, payer une taxe annuelle de vingt dollars, dont ses administrateurs sont conjointement et solidairement responsables. 11 Geo. VI, c. 33, a. 5.

5. Any company whose head office, in virtue of its incorporation or otherwise, is designated as being in Quebec, which is entirely without assets and which, in the opinion of the Minister, has not commenced or has ceased to do business, shall, if it has not surrendered its charter, pay an annual tax of twenty dollars for which its directors shall be jointly and severally liable. 11 Geo. VI, c. 33, s. 5.

Companies without assets.

Taxes sur les compagnies, basées sur les profits

Tax on companies, based on profits

Taxes sur revenu.

6. En outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la présente loi, toute compagnie, société ou personne visée par l'article 3 doit payer annuellement une taxe équivalente à douze pour cent du revenu net de chacune de ses années financières.

6. In addition to the taxes on capital and upon places of business mentioned in this act, every company, partnership or person contemplated by section 3 shall pay annually a tax equivalent to twelve per centum of the net revenue of each of its financial years.

Tax on revenue.

Partie d'année.

Cette taxe est aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée à l'alinéa précédent qui établit un bureau ou commence à faire des affaires dans la province. 11 Geo. VI, c. 33, a. 6; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 11, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 3. (**)

This tax shall also be exigible from every company, partnership or person mentioned in the preceding paragraph and which establishes an office or commences doing business in the province. 11 Geo. VI, c. 33, s. 6; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 11, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 3. (**)

Part of a year.

(*) Le tarif d'après lequel est déterminée la taxe sur le capital des compagnies visées par les paragraphes b et c de l'article 4, a été établi par l'arrêté en conseil No 2212 du 18 novembre 1964 (G. O., 1964, p. 6303).

(*) The tariff according to which is determined the capital tax of companies coming under paragraphs b and c of section 4, has been established by Order-in-Council No. 2212 dated November the 18th 1964 (O. G., 1964, p. 6303).

Le tarif selon lequel est déterminée la taxe sur le capital payable par les compagnies visées au paragraphe d de l'article 4, a été établi par les arrêtés en conseil No 1499 du 18 septembre 1947 (G. O., 1947, p. 2382) et No 1592 du 2 octobre 1947 (G. O., 1947, p. 569).

The tariff according to which is determined the capital tax payable by all companies mentioned in paragraph d of section 4, has been established by Orders-in-Council No. 1499 dated September the 18th 1947 (O. G., 1947, p. 2382) and No. 1592 dated October the 2nd 1947 (O. G., 1947, p. 569).

(**) Pour les fins du calcul de la taxe sur les profits payable par une compagnie, on peut déduire les contributions faites par un employeur à un fonds de pension ou fonds de retraite et relatives aux années de service antérieures des employés, de la manière et dans la proportion prévues par les arrêtés en conseil Nos 1500 et 1501 du 18 septembre 1947 (G. O., 1947, p. 2378).

(**) For the purposes of computing the tax on profits payable by a company, there may be deducted the contributions made by an employer to a superannuation or pension fund or plan in respect of past services of employees, in the manner and proportion provided by Order-in-Council Nos. 1500 and 1501 dated September the 18th 1947 (O. G., 1947, p. 2378).

Déductions dans le cas de compagnies d'assurance-vie.

7. Dans le cas de toute compagnie d'assurance-vie, le revenu net servant de base à la taxe imposée par l'article 6 est l'ensemble des montants crédités ou autrement affectés aux actionnaires ou à leur compte durant l'année, moins l'ensemble

a) des montants imputés pendant l'année aux actionnaires comme leur juste part des pertes subies à l'égard des placements ou d'autres pertes du même genre;

b) des montants transférés pendant l'année du compte de l'actionnaire à une caisse d'assurance ou à une caisse de réserve de placement;

c) de la partie des montants crédités ou affectés aux actionnaires ou à leur compte qui, dans l'opinion du ministre, peut être considérée comme provenant de dividendes ou de fractions de dividendes;

d) des dons faits par la compagnie, pendant l'année, à même le compte des actionnaires, à des institutions ou organisations du Canada qui poursuivent exclusivement des fins religieuses, charitables, éducatives ou sociales, sans dépasser dans l'ensemble, pour l'année, cinq pour cent des sommes ainsi créditées ou affectées, moins les montants indiqués aux paragraphes a et b. 11 Geo. VI, c. 33, a. 6a; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 4.

Déductions dans le cas de compagnies d'assurance.

8. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée par l'article 6 à toute compagnie d'assurance autre qu'une compagnie d'assurance-vie, il peut être déduit

a) tout montant crédité à un assuré de la corporation relativement aux affaires de l'année, soit comme dividende, soit en remboursement de primes ou de dépôts de prime, si le montant a été, pendant l'année ou dans les douze mois qui suivent, payé à l'assuré, appliqué à l'acquittement, en

En vertu de l'arrêté en conseil No 204 du 22 février 1950 (G. O., 1950, pages 768, 764 et 891), les tentes faites par une compagnie ayant son siège social en dehors du Canada mais ayant dans Québec sa principale place d'affaires pour les affaires transigées au Canada, à des acheteurs résidant dans une autre province du Canada, sont réputées faites dans Québec, à moins que cette compagnie ne paie dans cette autre province des taxes sur ses profits.

Des exemptions sont accordées aux nouvelles entreprises de fabrication et de transformation qui s'établissent dans certaines régions, en vertu de l'arrêté en conseil Xo 1770 du 16 septembre 1964 (G. O., 1964, V- 5268).

7. In the case of every life insurance company, the net revenue used as a basis for the computation of the tax imposed by section 6 is the aggregate of the amounts credited to shareholders' account or otherwise appropriated for or on account of shareholders during the year minus the aggregate of:

(a) amounts charged in the year to the shareholders as their fair proportion of losses incurred upon investments or other losses of a similar character;

(b) amounts transferred in the year from the shareholders' account to an insurance fund or an investment reserve fund;

(c) such proportion of the amount credited or appropriated, as aforesaid, as may reasonably be regarded, in the opinion of the Minister, as having been derived from dividends or portions of dividends;

(d) gifts made out of the shareholders' account by the company in the year to institutions or organizations in Canada operated exclusively for religious, charitable, educational or social purposes, not exceeding in the aggregate for the year five per cent of the amount so credited or appropriated, minus the amounts described by paragraphs a and b. 11 Geo. VI, c. 33, s. 6a; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 4.

8. In computing the income used as a basis to the tax imposed by section 6 to every insurance company other than a life insurance company, there may be deducted:

(a) every amount credited in respect of business for the year to a policyholder of the corporation by way of dividend, refund of premiums or refund of premium deposits if the amount was, during the year or within twelve months thereafter, paid to the policyholder, applied in discharge,

Under Order-in-Council No. 204, dated February 22nd 1950 (O. G., 1950, pages 763, 764 and 891), sales made by a company, as contemplated by this Act, having its head office outside of Canada but having in Québec its principal place of business for its business transacted in Canada, to purchasers residing in another Province of Canada, shall be considered as having been made in Québec, unless the company pays to such other Province taxes upon its profits.

Under Order-in-Council No. 1770, dated September 16, 1964 (O. G., 1964, p. 5268), exemptions are granted to new manufacturing or processing businesses established in certain areas.

Deductions in the case of life insurance companies.

Deductions in the case of insurance companies.

tout ou en partie, d'une obligation pour l'assuré de payer des primes à la corporation ou crédité au compte de l'assuré à des conditions selon lesquelles il a droit au paiement de ce montant avant ou à l'expiration du terme de la police;

b) tout montant approuvé par le ministre à titre de réserves pour les polices. 11 Geo. VI, c. 33, a. 6b; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 4.

Déductions dans le cas de banques.

9. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée à toute banque par l'article 6, une déduction peut être accordée pour le montant mis de côté ou en réserve, pour l'année, soit par voie de réduction de la valeur de l'actif, soit par voie d'affectation à une réserve pour éventualité ou à un compte de prévoyance en vue de faire face aux pertes sur prêts, aux créances mauvaises ou douteuses, à la dépréciation dans la valeur de l'actif autre que les immeubles de la banque, ou à toute autre éventualité, et qui, de l'avis du ministre, eu égard à toutes les circonstances, n'excède pas les besoins raisonnables de la banque.

Restriction.

Cependant, lorsque l'ensemble de ces sommes mises de côté ou en réserve excède, de l'avis du ministre, les besoins raisonnables de la banque, eu égard à toutes les circonstances, cet excédent doit être inclus dans le calcul du revenu de la banque. 11 Geo. VI, c. 33, a. 6c; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 4.

Déductions dans le cas de compagnies minières.

10. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée par l'article 6, une déduction peut être faite de tout le revenu net provenant de l'exploitation d'une mine pendant la période de trente-six mois commençant le jour où la mine est entrée en production.

« mine ».

Dans le présent article, le mot « mine » ne comprend pas un puits de pétrole, un puits de gaz, un puits de mine de sel, une carrière de sable, une gravière, une carrière d'argile, une carrière de schiste ou une carrière de pierres autre qu'un dépôt de schiste bitumineux ou de sable bitumineux.

Conditions.

Pour pouvoir se prévaloir du présent article, une compagnie doit se conformer aux prescriptions requises par les règlements du lieutenant-gouverneur en con-

in whole or in part, of a liability of the policyholder to pay premiums to the corporation, or credited to the account of the policyholder on terms that he is entitled to payment thereof on or before termination of the policy;

(b) such amount approved by the Minister as policy reserves. 11 Geo. VI, c. 33, s. 6b; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 4.

9. In computing the income used as a basis for the tax imposed by section 6 to every bank, there may be deducted such amount as is set aside or reserved for the year either by way of write-down of the value of assets or appropriation to any contingency reserve or contingent account for the purpose of meeting losses on loans, bad or doubtful debts, depreciation in the value of assets other than bank premises, or other contingencies, and is, in the opinion of the Minister, having regard to all the circumstances, not in excess of the reasonable requirements of the bank.

Deductions in the case of banks.

However, when the aggregate of these amounts set aside or reserved exceed, in the opinion of the Minister, the reasonable requirements of the bank having regard to all the circumstances, this excess shall be included in computing the income of the bank. 11 Geo. VI, c. 33, s. 6c; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 4.

Restriction.

10. In computing the income to be used as a basis for the tax imposed by section 6, a deduction may be made of the entire net revenue derived from the operation of a mine during the period of thirty-six months commencing with the day on which the mine came into production.

Deductions in the case of mining companies.

In the present section, the word "mine" does not include an oil well, gas well, brine well, sand pit, gravel pit, clay pit, shale pit or stone quarry other than a deposit of oil shale or bituminous sand.

"mine".

To avail itself of the present section, a company must comply with the provisions required by the regulations adopted by the Lieutenant-Governor in Council. 11

Conditions.

seil. 11 Geo. VI, c. 33, a. 6*d*; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 4. (*)

Déductions dans le cas de biens dépréciés.

11. Lorsqu'à l'égard d'un bien déprécié pour les fins de l'impôt établi par la présente loi, un prix, une valeur, ou une considération est reçue excédant son coût non déprécié, cet excédent, jusqu'à concurrence de la dépréciation admise, est ajouté au revenu net du contribuable ou déduit du coût non déprécié de ses biens de la même catégorie le tout sauf dans la mesure où les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil en ordonnent autrement. 11 Geo. VI, c. 33, a. 6*e*; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 4.

Déductions

Déductions admises contre profits.

12. Dans le calcul des profits, on peut déduire dans la mesure fixée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil

1° une allocation à l'égard du coût des immobilisations, selon la méthode du solde dégressif, (**)

2° une allocation pour épuisement de puits de pétrole ou de gaz, de mine ou concession forestière,

3° les créances douteuses ou mauvaises,

4° les pertes commerciales subies pendant les cinq années précédant immédiatement l'année financière et celle qui suit,

5° les dividendes reçues d'une autre compagnie. 11 Geo. VI, c. 33, a. 7; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 5. (***)

Déductions non admises.

13. Dans le calcul des profits, il n'est accordé aucune déduction pour

(*) Un règlement a été adopté par l'arrêté en conseil No 954 du 18 septembre 1957 (G. O., 1957, p. 3352).

(**) Des règlements ont été adoptés en vertu du paragraphe 1° de l'article 12 par l'arrêté en conseil No 2211 du 18 novembre 1964 (G. O., 1964, p. 6301), et par l'arrêté en conseil No 2418 du 16 décembre 1964 (G. O., 1965, p. 994).

(**) On peut déduire certaines sommes dépensées pour des recherches scientifiques, en vertu de l'arrêté en conseil No 1953 du 6 novembre 1963 (G. O., 1963, p. 5482), et certaines allocations de rééquipement et de modernisation, en vertu de l'arrêté en conseil No 1923 du 30 octobre 1963 (G. O., 1963, p. 5477);

Certaines déductions sont aussi accordées aux compagnies qui participent à des plans différés de participation aux bénéfices en vertu de l'arrêté en conseil No 449 du 19 mars 1963 (G. O., 1963, p. 1708);

On accorde aussi certaines allocations relativement au coût et aux frais de conversion des navires en vertu du règlement adopté par l'arrêté en conseil No 2417 du 16 décembre 1964 (G. O., 1964, p. 188).

Geo. VI, c. 33, s. 6*d*; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 4. (*)

11. Whenever, in respect of property depreciated for the purposes of the tax established by this act, a price, value or consideration is received in excess of its undepreciated cost, such excess, up to the amount of depreciation allowed, shall be added to the net income of the taxpayer or deducted from the undepreciated cost of his property of the same category, the whole except to the extent to which the regulations of the Lieutenant-Governor in Council otherwise order. 11 Geo. VI, c. 33, s. 6*e*; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 4.

Depreciated property.

Deductions

12. In computing profits, there may be deducted to the extent fixed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council

Deductions from profits.

(1) an allowance in respect of capital costs according to the degressive balance method, (**)

(2) an allowance for depletion of oil or gas wells, mines or timber lands,

(3) doubtful or bad debts,

(4) business losses sustained in the five years immediately preceding and the year following the financial year,

(5) dividends received from another company. 11 Geo. VI, c. 33, s. 7; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 5. (***)

13. In computing profits, no deduction shall be allowed in respect of

Items not deductible.

(*) Regulations were made by Order-in-Council No. 954, dated September the 18th 1957 (O. G., 1957, p. 3352).

(**) Regulations were made under paragraph 1 of section 12 by Order-in-Council No. 2211 dated November 18th, 1964 (O. G., 1964, p. 6301), and by Order-in-Council No. 2418 dated December 16th, 1964 (O. G., 1965, p. 994).

(**) Certain expenditures on scientific research may be deducted, under Order-in-Council No. 1953, dated November 6th, 1963 (O. G., 1963, p. 5482), and certain allowances for re-equipment and modernization may be deducted under Order-in-Council No. 1923, dated October 30th, 1963 (O. G., 1963, p. 5477);

Under Order-in-Council No. 449, dated March 19th, 1963, certain deductions are also granted to companies participating in deferred profit sharing plans, (O. G., 1963, p. 1708);

Under regulations made by Order-in-Council No. 2417 dated December 16th, 1964, (O. G., 1964, p. 188) certain allowances are granted with respect to the cost of conversion of ships.

a) les déboursés ou dépenses qui ne sont pas faits entièrement, exclusivement et nécessairement dans un but de revenu;

b) tout déboursé, perte ou remplacement de capital ou tout paiement à compte capital;

c) les montants versés ou crédités à un compte de réserve, à un compte contingent ou à un fonds d'amortissement, excepté tout montant alloué par le ministre pour mauvaises dettes, dépréciation, épuisement ou désuétude;

d) les frais ou charges d'entretien d'un bien ou actif improductif non acquis pour les fins du commerce, de l'industrie ou des affaires de la compagnie, ou toute obligation encourue sans rapport avec le commerce, l'industrie ou les affaires de la compagnie;

e) la totalité ou partie de tout salaire, boni, honoraires ou commission qui, dans l'opinion du ministre, excèdent ce qui est raisonnable pour les services rendus;

f) le montant de l'impôt sur le revenu ou sur les profits décrété par l'autorité fédérale ou par toute autre autorité, la province de Québec incluse;

g) la totalité de tout salaire payé ou payable à une personne qui n'est ni officier ni employé de la compagnie;

h) la totalité ou partie d'une commission qui, dans l'opinion du ministre, n'a pas été gagnée;

i) la totalité ou partie d'une commission dont le taux excède celui fixé dans le contrat passé entre la compagnie et son employé ou agent;

j) toute somme déboursée ou dépensée directement ou indirectement dans la mesure où elle peut raisonnablement être considérée comme ayant été déboursée ou dépensée en vue de gagner ou de produire un revenu exempté de la taxe décrétée par l'article 6 ou relativement à des biens dont le revenu serait exempté de ladite taxe.

Les dispositions du présent article s'appliquent bien que les salaires, commissions, bonis ou honoraires aient été fixés par le conseil d'administration de la compagnie ou autrement. 11 Geo. VI, c. 33, a. 8; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 6.

(a) Disbursements or expenses not wholly, exclusively and necessarily laid out or expended for the purposes of earning revenue;

(b) Any outlay, loss or replacement of capital or any payment on account of capital;

(c) Amounts transferred or credited to a reserve, contingent account or sinking-fund, except such amount for bad debts, depreciation, depletion and obsolescence as the Minister may allow;

(d) Carrying charges or expenses on an unproductive property or assets not acquired for the purposes of the trade, manufacture or business of the company; or a liability not incurred in connection with the trade, manufacture or business of the company;

(e) The whole or any portion of any salary, bonus, fees or commission which the Minister may consider in his opinion in excess of what is reasonable for the service performed;

(f) The amount of tax upon revenue or on income paid or payable to the Dominion of Canada or to any other jurisdiction, including the Province of Quebec;

(g) The whole of any salary paid or payable to a person who is not an officer nor an employee of the company;

(h) The whole or any part of a commission which, in the opinion of the Minister, is not earned;

(i) The whole or any part of a commission which is at a rate in excess of the one set forth in the contract passed between the company and its employee or agent;

(j) an outlay or expense made directly or indirectly to the extent that it may reasonably be regarded as having been made or incurred for the purpose of gaining or producing income exempted from the tax imposed by section 6 or in connection with property the income from which would be exempt from the said tax.

The provisions contained in this section shall apply, whether the salary, commission, bonus or fees have been fixed by the board of directors of the company or otherwise. 11 Geo. VI, c. 33, s. 8; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 6.

Applica-
tion.

Applica-
tion.

Droits payés déduits.

14. Nonobstant les dispositions contenues dans le paragraphe f du premier alinéa de l'article 13, toute compagnie minière peut, en calculant le montant de ses profits, déduire le montant des droits payés en vertu de la Loi des mines (chap. 89). 11 Geo. VI, c. 33, a. 5a; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 7.

Affaires faites hors de la province.

15. La taxe prévue par l'article 6 peut être réduite, relativement aux affaires faites en dehors de Québec, de la manière et dans la proportion que déterminent les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire du paragraphe g de l'article 38. 11 Geo. VI, c. 33, a. 9; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 8. (*)

Compagnies de gestion.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, établir à un montant moindre que ci-dessus prévu la taxe sur les profits payable par toute compagnie ne faisant aucune autre affaire dans la province que détenir les actions, obligations et autres valeurs mobilières d'autres compagnies. 11 Geo. VI, c. 33, a. 10. (**)

Prélèvement de la taxe

Date de paiement.

17. Les taxes exigibles en vertu de la présente loi, à l'exception des taxes mentionnées au paragraphe 3° de l'article 3 aux articles 5 et 6, et des taxes exigibles des compagnies qui commencent à faire affaires dans la province sans avoir déterminé la date de la fin de leur année financière, sont payables d'avance le dernier jour du sixième mois qui suit la fin de chaque année financière des compagnies visées par la présente loi.

La taxe mentionnée à l'article 5 de même que les taxes exigibles des compagnies qui commencent à faire affaires dans la province sans avoir déterminé la date de la fin de leur année financière sont payables d'avance le premier jour juridique de mai pour les taxes de chaque période de douze mois commençant le premier mai de chaque année.

(*) Des règlements ont été adoptés par les arrêtés en conseil No 521 du 28 février 1961 (G. O., 1961, p. 1075 et s.) et No 1794 du 25 août 1961 (G. O., 1961, p. 3901).

(**) Arrêté en conseil No 1493 du 18 septembre 1947 (G. O., 1947, p. 2381).

14. Notwithstanding the provisions contained in sub-paragraph f of the first paragraph of section 13, every mining company may deduct, in the computation of its profits, the amount of duties paid under the Mining Act (Chap. 89). 11 Geo. VI, c. 33, s. 8a; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 7.

Duties paid deducted.

15. The tax imposed by section 6 of this act may be reduced in relation to business transacted outside Quebec, in the manner and in the proportion which is prescribed by the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, under subsection g of section 38. 11 Geo. VI, c. 33, s. 9; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 8. (*)

Business transacted outside Province.

16. The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister, fix at a sum less than that prescribed by the above provisions the tax payable on profits of any company doing no business in the province other than that of holding the stocks, bonds and other securities of other companies. 11 Geo. VI, c. 33, s. 10. (**)

Holding companies.

Levy and application of Taxes

17. The taxes exigible under this Act, with the exception of the taxes mentioned in subdivision 3 of section 3 or in sections 5 and 6, and of taxes exigible from companies commencing business in the province without having determined the date of the end of their financial year, are payable in advance on the last day of the sixth month following the close of each financial year of companies subject to this Act.

Date of payment.

The tax mentioned in section 5 and also the taxes exigible from companies commencing business in the province without having determined the date of the end of their financial year, are payable in advance on the first juridical day of May for the taxes of each period of twelve months beginning on the first of May of each year.

(*) Regulations were made by Orders-in-Council Nos. 521 dated February 28th 1961 (O. G., 1961, pp. 1075 and fol.) and 1794 dated August 25th 1961 (O. G., 1961, p. 3901).

(**) Order-in-Council No. 1493 dated September 18th, 1947 (O. G., 1947, p. 2381).

Calcul.	Les taxes sur le capital et les places d'affaires sont déterminées d'après le capital versé, le réseau ou toute autre base servant à la mesure de cette taxe, tels qu'ils sont au trente et unième jour de décembre précédant la date où sont payables ces taxes.	The taxes on capital and places of business shall be determined upon the amount of paid-up capital, mileage or other basis in respect of which the amount of such tax is to be ascertained as the same stood on the thirty-first of December preceding the date when the taxes imposed by this act are payable.	Calculation.
Idem.	Dans les cas où le revenu brut sert d'assiette à la taxe sur le capital, le revenu brut de l'année de calendrier précédant immédiatement le temps où cette taxe est exigible, sert de base au calcul de la taxe.	Wherever the capital tax is measured on the gross revenue, the gross revenue of the calendar year immediately preceding the date on which the present tax is payable will serve as a basis for the computation of the tax.	Idem.
Année financière.	Lorsque l'année financière d'une compagnie, société ou personne assujettie à la présente loi, expire à une date autre que le 31 décembre ou lorsqu'elle couvre une période plus courte ou plus longue que douze mois, le ministre peut décider à la fois la période à couvrir et la date qui sert de base à la fixation des taxes établies par la présente loi.	When the financial year of a company, partnership or person subject to the present act expires on a date other than December thirty-first or when it covers a period less or longer than twelve months, the Minister may determine both the period to be covered and the date which will serve as a basis for the computation of taxes imposed by this act.	Fiscal year.
Partie d'année.	Il n'y a ni rabais ni remboursement de taxes établies par la présente loi, dans les cas où une compagnie, société ou personne cesse au cours de toute année financière d'exister, de tenir un bureau, de posséder des biens ou de faire affaires dans la province, et cette compagnie, société ou personne doit payer les taxes établies par la présente loi, pour toute l'année financière. 11 Geo. VI, c. 33, a. 11; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 9; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 6; A. C. No 2368 du 9 décembre 1964 (G. O., 1965, p. 72).	There shall be no rebate nor refund of taxes imposed by this act when a company, partnership or person, during any financial year, ceases to exist, to have an office, to hold assets or to transact business in the Province, and such company, partnership or person shall pay the taxes imposed by this act for the complete financial year. 11 Geo. VI, c. 33, s. 11; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 9; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 6; O. C. No. 2368 dated December the 9th 1964 (O. G., 1965, p. 72).	Incomplete year.
Début des affaires durant l'année.	18. Toute compagnie, société ou personne sujette à la taxe, qui commence à faire affaires après le premier mai, n'est tenue qu'au paiement proportionnel de la taxe à compter du premier jour du mois pendant lequel elle commence ainsi à faire affaires. Cette taxe proportionnelle est exigible à la date où une telle compagnie, société ou personne commence à faire affaires dans la province. Lorsque l'année financière d'une compagnie a été déterminée antérieurement à la date du début de ses affaires dans la province, la taxe proportionnelle dont il est question au premier alinéa du présent article se calcule à compter du premier jour du mois pendant lequel elle commence ainsi à faire affaires jusqu'au dernier jour	18. Every company, partnership or person, liable to the tax, commencing business after the first of May, shall be bound to pay only a proportionate amount of the tax, from the first day of the month during which such business is so commenced. Such proportional tax shall be exigible from the date at which such company, partnership or person commences business in the province. Where the financial year of a company has been determined prior to the date of the beginning of its business in the province, the proportionate tax mentioned in the first paragraph of this section is computed from the first day of the month during which such business is so commenced to the last day of the sixth	Commencing business during year.

du sixième mois qui suit la fin de son année financière la plus rapprochée de la date où elle commence ainsi à faire affaires.

Lorsqu'une nouvelle compagnie détermine la date de la fin de son année financière, elle doit payer une taxe proportionnelle basée sur le capital et les places d'affaires pour couvrir la période du 1er mai jusqu'au dernier jour du sixième mois qui suit la fin de son année financière. 11 Geo. VI, c. 33, a. 12; A. C. No 2368 du 9 décembre 1964 (G. O., 1965, p. 72).

month following the close of its financial year nearest to the date when such business was so commenced.

Where a new company determines the date of the end of its financial year, it shall pay a proportionate tax measured on capital and on places of business to cover the period of the 1st of May to the last day of the sixth month following the close of its financial year. 11 Geo. VI, c. 33, s. 12; A. C. No. 2368 dated December the 9th 1964 (O. G., 1965, p. 72).

Païement. 19. 1. Les taxes imposées par l'article 6 sont payables en quatre versements égaux, le quinzième jour des cinquième, huitième et onzième mois de l'année financière en cours et du deuxième mois suivant la fin de cette année financière.

Bases. 2. Toute compagnie, société ou personne tenue de faire des paiements, suivant le paragraphe ci-dessus, doit les faire sur l'une ou l'autre des bases suivantes:

i. l'estimation qu'elle fait du revenu net qu'elle gagnera durant l'année d'imposition, ou

ii. le revenu net qu'elle a gagné pendant l'année d'imposition précédente.

Versements. 3. Sauf le cas prévu à l'avant-dernier alinéa du paragraphe 3^o de l'article 3, les taxes imposées par ce paragraphe sont payables en quatre versements, à l'époque prévue au paragraphe 1 du présent article.

Compagnie d'assurance. 4. Toute compagnie d'assurance tenue de faire des paiements suivant le paragraphe précédent du présent article doit les faire sur l'une ou l'autre des bases suivantes:

i. l'estimation qu'elle fait du montant total des primes payables durant l'année d'imposition, ou

ii. le montant des primes payables durant l'année d'imposition précédente.

Reliquat. Si les paiements faits suivant les dispositions ci-dessus n'acquittent pas le montant de la taxe exigible, le reliquat doit être payé au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit la fin de l'année financière pour laquelle cette taxe est imposée. 11 Geo. VI, c. 33, a. 13; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 10; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 7.

Payment. 19. (1) The taxes imposed by section 6 shall be payable in four equal instalments, on the fifteenth day of the fifth, eighth and eleventh months of the current financial year and of the second month following the end of such financial year.

(2) Every company, partnership or person required to make payments under the preceding subsection shall make such payments on one of the following bases:

i. its estimate of the net income it will earn in the taxation year, or

ii. the net income earned during the preceding taxation year.

(3) Saving the case provided for in the penultimate paragraph of paragraph 3 of section 3, the taxes imposed by paragraph 3 shall be payable in four instalments, at the time fixed in subsection 1 of this section.

(4) Every insurance company required to make payments under the preceding subsection of this section shall make such payments on one of the following bases:

i. its estimate of the total amount of premiums payable during the taxation year, or

ii. the amount of premiums payable in the preceding taxation year.

If the payments made under the above provisions do not cover the amount of the tax exigible, the remainder must be paid not later than the last day of the sixth month which follows the expiration of the financial year for which such tax is imposed. 11 Geo. VI, c. 33, s. 13; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 10; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 7.

- Intérêt.** 20. Un intérêt de 6% est exigible sur chaque taxe établie par la présente loi, à compter de la date où cette taxe est payable. 11 Geo. VI, c. 33, a. 14; 12-13 Eliz. II, c. 23, a. 6. **Interest.** 20. An interest of 6% shall be exigible upon every tax imposed by this act from the date upon which such tax is payable. 11 Geo. VI, c. 33, s. 14; 12-13 Eliz. II, c. 23, s. 6.
- Intérêt additionnel.** 21. Lorsqu'une compagnie, société ou personne tenue au paiement d'un versement d'impôt ne l'a pas fait en entier, elle doit, en acquittant le montant qu'elle a omis de payer, verser, en plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 20, un intérêt additionnel au taux de cinq pour cent l'an, à compter du jour où elle devait effectuer le paiement jusqu'au jour où elle l'a effectué ou jusqu'à l'expiration des six mois suivant la fin de son année financière si le paiement est fait après ces six mois. **Additional interest.** 21. Whenever a company, partnership or person required to pay a tax instalment has not paid it in full, it must, when paying the amount so omitted, pay, in addition to the interest payable under section 20, additional interest at the rate of five per cent per annum from the day when it should have made the payment until the day when it did so or until the expiration of the six months following the end of its fiscal year if payment is made after such six months.
- Calcul des versements.** Pour les fins du présent article, le contribuable est à l'égard des versements requis par l'article 19, considéré comme ayant été tenu de payer à la date fixée pour chaque versement un montant calculé d'après le revenu net, ou selon le cas, les primes, de l'année d'imposition ou, de l'année d'imposition précédente, si cette dernière base est moins élevée. 11 Geo. VI, c. 33, a. 14a; 9-10 Eliz. II, c. 42, a. 8. **Calculation of instalments.** For the purposes of this section, the taxpayer, in respect of the instalments required by section 19, shall be deemed to have been required to pay on the date fixed for each instalment an amount computed according to the net income or the premiums, as the case may be, of the taxation year, or of the preceding taxation year if the latter basis is lower. 11 Geo. VI, c. 33, c. 14a; 9-10 Eliz. II, c. 42, s. 8.
- Syndic, etc.** 22. Les taxes décrétées en vertu de la présente loi sont aussi exigibles du syndic, fidéicommissaire ou liquidateur qui continue, en cette qualité, dans cette province, les affaires de toute compagnie, société, ou personne ci-dessus mentionnées. 11 Geo. VI, c. 33, a. 15. **Trustee, etc.** 22. Likewise, such taxes are exigible from the trustee in bankruptcy, trustee or liquidator who continues, as such, to carry on in the province the business of any company, partnership or person above-mentioned. 11 Geo. VI, c. 33, s. 15.
- Taxes payables au ministre.** 23. Le montant entier des taxes dues par les compagnies, sociétés ou personnes visées par la présente loi, est payable au ministre, au ministère du revenu. 11 Geo. VI, c. 33, a. 16. **Taxes payable to Minister.** 23. The full amount of the taxes due by any company, partnership or person contemplated by this act shall be payable to the Minister at the Department of Revenue. 11 Geo. VI, c. 33, s. 16.
- Rapports.** 24. Toute compagnie imposable par la présente loi doit, dans les six mois de l'expiration de son année financière et sans avis ou demande, faire au ministre du revenu, tels rapports que détermine le ministre aux fins de mettre à exécution les prescriptions de la présente loi. **Returns.** 24. Every company on which a tax is imposed by this act shall, within the six months following the close of its financial year, and without notice or demand, deliver to the Department of Revenue such returns as the Minister may prescribe for the purpose of carrying out the provisions of this act.
- Idem.** En outre, toute compagnie, société ou personne imposable ou non en vertu de la présente loi doit, sur demande du minis- **Idem.** Every company, partnership or person taxable or not in virtue of the present act shall also, upon a request from the

tère du revenu, faire parvenir tels rapports à ce ministère.

Pas de
rapport
consolidé.

Aucun rapport annuel consolidé couvrant les affaires de plusieurs compagnies ou sociétés ne sera accepté. 11 Geo. VI, c. 33, a. 17 (*partie*), 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 11.

Department of Revenue, deliver to the said department such returns.

No annual report consolidated so as to cover the affairs of several companies or partnerships shall be accepted. 11 Geo. VI, c. 33, s. 17 (*part*); 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 11. No consolidated return.

Cotisation.

25. Faute de fournir dans le temps prescrit les rapports ci-dessus requis, le ministre peut, à sa discrétion, fixer un montant qui tiendra lieu des diverses taxes exigibles et payables pour l'année au sujet de laquelle les rapports n'ont pas été fournis. 11 Geo. VI, c. 33, a. 18.

25. Failing to receive the required statements within the time prescribed, the Minister, at his discretion, may establish an amount which will represent the several taxes due and payable for the year for which the statements have not been delivered. 11 Geo. VI, c. 33, s. 18. Assessment.

Vérification des rapports.

26. Le certificat attestant que les états financiers annuels sont conformes aux livres de la compagnie ou société doit en plus être vérifié et signé par le président ou un autre officier de la compagnie ou société ayant une connaissance personnelle des affaires de cette compagnie ou société, ou, dans le cas d'une compagnie non constituée en corporation dans Québec par le gérant ou agent principal de la compagnie dans la province, où, si le ministre le requiert, par toute autre personne agissant pour la compagnie.

26. The written attestation that the annual financial statements are in agreement with the books of the company or partnership shall be verified by the signature of the president, or other officer of the company or partnership having personal knowledge of the affairs of such company or partnership, or, in the case of any company not incorporated in Quebec, of the manager or chief agent of the company in the province, or of such other person or persons acting for the company, as the Minister may require. Verification of returns.

Amende.

Toute personne, société ou compagnie qui néglige ou refuse de fournir le certificat requis par l'alinéa précédent est passible, en sus des frais, d'une amende de cinq cents dollars. 11 Geo. VI, c. 33, a. 19.

Every person, partnership or company neglecting or refusing to furnish the certificate required in the preceding paragraph shall be liable to a fine of five hundred dollars and costs. 11 Geo. VI, c. 33, s. 19. Fine.

Renseignements confidentiels.

27. Aucune personne employée au service de Sa Majesté ne doit communiquer ou permettre que soit communiquée à qui que ce soit autre qu'une personne autorisée, généralement et spécifiquement, par le ministre une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ou ne doit lui permettre d'examiner ou prendre connaissance de tout rapport ou état fournis en vertu des dispositions de la présente loi.

27. No person employed in the service of Her Majesty shall communicate or allow to be communicated to any person whomsoever other than a person generally or specifically authorized by the Minister any information obtained under the provisions of this act, nor shall he allow such person to inspect or have access to any statement or return furnished under the provisions of this act. Secrecy.

Peine.

Toute personne qui contrevient à quelque une des dispositions du présent article est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars, en sus des frais, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois à trois mois. 11 Geo. VI, c. 33, a. 20.

Any person violating any of the provisions of this section shall be liable to a fine of not less than twenty-five dollars and of not more than two hundred dollars, and costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment from one to three months. 11 Geo. VI, c. 33, s. 20. Penalty.

Peine
pour
retard.

28. Lorsqu'une compagnie, société ou personne assujettie à une taxe en vertu de la présente loi ne l'acquitte pas au temps prescrit, le ministre ajoute au montant de cette taxe, à titre de pénalité et sans préjudice des intérêts fixés par la présente loi, cinq pour cent du montant de celle-ci pour le premier mois ou fraction du premier mois de retard à acquitter cette taxe et un pour cent de cette taxe pour chaque autre mois ou fraction de mois de tel retard.

État.

Sur réception du rapport prévu par l'article 24 et de toutes autres pièces requises pour les fins de la cotisation, le ministère du revenu doit préparer un état de la taxe imposée et en faire parvenir une copie à la compagnie, société ou personne concernée, et lui donner en même temps avis de payer dans les trente jours tout reliquat restant dû sur cette taxe après cette cotisation.

Peine
addition-
nelle.

À défaut de paiement du reliquat dans ce délai, la compagnie, société ou personne concernée devra payer, à titre de pénalité, en sus de l'intérêt prévu par l'article 20, un intérêt annuel de trois pour cent sur toute somme restant due, à compter de l'expiration de ladite période de trente jours. 11 Geo. VI, c. 33, a. 21.

Rapports
au début
des
affaires.

29. Dans le cas de compagnies, sociétés ou personnes commençant à faire affaires dans le cours d'une année, les rapports exigés en vertu de cette loi doivent être fournis le jour où commencent ces affaires. 11 Geo. VI, c. 33, a. 22.

Rensei-
gnements
supplé-
mentaires.

30. Si le sous-ministre du revenu, en vue de s'assurer de l'exactitude des rapports qui sont fournis, désire obtenir des renseignements supplémentaires, il peut, par lettre recommandée adressée au président, gérant, secrétaire, agent ou tout membre de la compagnie, et à toute société ou personne assujettie à la présente loi, exiger un rapport supplémentaire attesté sous serment, qui doit être fourni dans les trente jours. 11 Geo. VI, c. 33, a. 23.

28. Whenever a company, partnership or person subject to a tax under the present act does not make payment of same within the time prescribed, a penalty of five per centum of the amount of the tax payable shall be added thereto by the Minister, for the first month or fraction thereof, and, thereafter, a further penalty of one per centum per month shall be added by the Treasurer for each additional month or fraction thereof during which the said tax remains unpaid; the whole without prejudice to the interest fixed by this act. Penalty
for delay.

On receipt of the return provided in section 24 and of all the other documents required for assessment purposes, the Department of Revenue shall prepare a statement of the tax imposed and have a copy thereof forwarded to the company, partnership or person concerned, and notify them at the same time to pay within thirty days any balance of the said tax remaining due according to such assessment. State-
ment.

In default of payment of the balance within such delay, the company, partnership or person concerned shall pay as a penalty, in addition to the interest provided in section 20, an annual interest of three per cent on the whole amount remaining due, as from the expiration of the said period of thirty days. 11 Geo. VI, c. 33, s. 21. Addition-
al penal-
ty.

29. In the case of companies, partnerships or persons commencing to do business in the course of any year, the returns required under this act shall be furnished on the day such business is commenced. 11 Geo. VI, c. 33, s. 22. Return on
commen-
cing busi-
ness.

30. If the Deputy Minister of Revenue, in order to enable him to determine whether the returns furnished are correct, desires to obtain further information, he may, by registered letter addressed to the president, manager, secretary or agent or to any member of the company, and to any partnership or person, coming within the purview of this act, require a further return attested under oath to be furnished within thirty days. 11 Geo. VI, c. 33, s. 23. Further
informa-
tion.

- Sanctions.** 31. Toute personne, société ou compagnie qui néglige ou refuse de fournir dans le délai prévu un rapport exigible en vertu des articles 24, 29 et 30 ou qui fournit un rapport inexact ou faux est passible, en sus des frais, dans le premier cas d'une amende de cinq cents dollars et, dans le second d'une amende de mille dollars. 11 Geo. VI, c. 33, a. 24. **Penalties.** **31.** Any person, partnership or company neglecting or refusing to furnish, within the delay provided, a return required under sections 24, 29 and 30, or furnishing an inexact or false return, shall be liable, in addition to the costs, in the first case, to a fine of five hundred dollars, and, in the second, to a fine of one thousand dollars. 11 Geo. VI, c. 33, s. 24.
- Enquête.** 32. Le sous-ministre du revenu peut, s'il le juge nécessaire, autoriser une ou plusieurs personnes à enquêter dans toute place d'affaires d'une compagnie, société ou personne pour déterminer le montant du capital versé, le revenu ou toutes autres affaires de cette compagnie, société ou personne; ce ou ces vérificateurs possèdent, pour les fins de cette vérification, les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11). **Inquiry.** **32.** Whenever the Deputy Minister of Revenue deems it necessary he may authorize one or more persons to make an investigation, at any place of business of any company, partnership or person, for the purpose of ascertaining the amount of the paid-up capital, income or all other affairs of such company, partnership or person; for the purposes of such inquiry, such person or persons shall have all the powers conferred upon a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11).
- Renseignements exigibles.** La compagnie, société ou personne, ses officiers et autres employés sont tenus de fournir au vérificateur les renseignements qu'il requiert et de lui permettre et faciliter l'examen de toute correspondance, livres, documents et pièces quelconques dont il désire prendre connaissance. **Obligations to assist.** The company, partnership or person, their officers and employees shall be obliged to furnish to the investigator the information which he requires and allow him and facilitate the examination of all correspondence, books, documents and vouchers of any kind of which he may desire to take cognizance.
- Amende.** Toute contravention aux dispositions de l'alinéa précédent rend passible le contrevenant, en sus des frais, d'une amende de cinq cents dollars. 11 Geo. VI, c. 33, a. 25; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 12. **Fine.** Anyone violating the provisions of the preceding paragraph shall be liable to a fine of five hundred dollars and costs. 11 Geo. VI, c. 33, s. 25; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 12.
- Compagnie étrangère.** 33. Lorsqu'une compagnie, société ou personne étrangère fait des affaires dans la province et néglige d'y tenir des livres démontrant les affaires faites dans la province, le ministre peut fixer les taxes sur capital, profits et places d'affaires, de la manière qu'il juge équitable. 11 Geo. VI, c. 33, a. 26. **Foreign company.** **33.** When a foreign company, partnership or person carries on any business in Quebec and fails to maintain in Quebec adequate records and books of account reflecting the operations carried on in Quebec, the Minister may fix the taxes upon capital, profits and places of business, as he may deem just. 11 Geo. VI, c. 33, s. 26.
- Corporations municipales.** 34. Le greffier ou secrétaire-trésorier de toute corporation municipale doit faire annuellement, le ou vers le premier mai, au sous-ministre du revenu, un rapport indiquant les noms et adresses de toutes les compagnies, sociétés ou personnes mentionnées dans la présente loi, établies ou faisant affaires dans la municipalité, spéci- **Municipal corporations.** **34.** The clerk or secretary-treasurer of every municipal corporation shall, annually, on or before the first day of May, make a report to the Deputy Minister of Revenue setting forth the names and addresses of all companies, partnerships or persons mentioned in this act, established or doing business within his respec-

- Peine. fiant le nombre de bureaux, places d'affaires, fabriques ou ateliers de chacune; et, à défaut de ce faire, il est passible, en sus des frais, d'une amende de vingt-cinq dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois. 11 Geo. VI, c. 33, a. 27.
- Deette pri- 35. Toute somme due à la couronne en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice. 11 Geo. VI, c. 33, a. 28.
- Fonds consolidé. 36. Les taxes établies par la présente loi forment partie du fonds consolidé du revenu de la province. 11 Geo. VI, c. 33, a. 29.
- Ventes réputées faites dans la province. 37. Les ventes faites par une compagnie, société ou personne à des acheteurs résidant dans Québec sont réputées faites dans cette province, si la compagnie, société ou personne y tient un bureau ou y fait des affaires par l'entremise d'une personne y résidant et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre. 11 Geo. VI, c. 33, a. 30.
- tive municipality, specifying the number of offices, places of business, factories or workshops of each; and, in default of so doing, he shall be liable to a fine of twenty-five dollars and costs, and, in default of payment of such fine and costs, to an imprisonment of one month. 11 Geo. VI, c. 33, s. 27.
- Penalty. 35. All sums due to the Crown in virtue of this act shall constitute a privileged debt ranking immediately after law costs. 11 Geo. VI, c. 33, s. 28.
- Privilege. 36. The taxes imposed by this act shall form part of the consolidated revenue fund of the province. 11 Geo. VI, c. 33, s. 29.
- Consolidated fund. 37. Sales made by a company, partnership or person to purchasers residing in Quebec shall be considered as having been made in this province, if the company, partnership or person has an office in Quebec or does business therein through a person residing in Quebec, acting as an employee, vendor, agent, representative or in any other capacity. 11 Geo. VI, c. 33, s. 30.
- Sales deemed made in Quebec.

Réglementation

- Règle- 38. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour
- a) déterminer la part du capital versé, capital-actions payé, revenu brut ou revenu net servant de base au calcul des taxes établies par la présente loi, dans le cas de compagnies faisant affaires dans Québec et ailleurs;
 - b) déterminer ce qui constitue des placements et des contrats de rente;
 - c) autoriser les officiers du ministère du revenu à recevoir, gratuitement, les serments des personnes tenues d'attester les déclarations jointes aux rapports faits en vertu de la présente loi;
 - d) exempter en tout ou en partie toute classe ou genre d'affaires, toute corporation en liquidation ou sous séquestre et toute compagnie constituée pour fins de drainage, agriculture, colonisation, reli-

Regulations

38. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations;
- (a) to determine the part of the paid-up capital, capital-stock, gross revenue and net revenue which will serve as a basis for the computation of the taxes imposed by this act in the case of companies transacting business both in Quebec and elsewhere;
 - (b) to determine what constitutes investments and annuity contracts;
 - (c) to authorize officers of the Department of Revenue to administer, free of charge, declarations or affidavits in connection with returns filed under this act;
 - (d) to exempt in whole or in part any class or classes of business, any corporation in liquidation or in the hands of a receiver, and any company incorporated for drainage, agricultural, colonization, reli-

Regulations.

gion, charité, philanthropie, bien-être social ou éducation;

e) mettre à exécution la présente loi et atteindre son objet;

f) permettre au sous-ministre du revenu ou à tout autre officier du ministère du revenu d'exercer les pouvoirs conférés par la présente loi au lieutenant-gouverneur en conseil et que ce dernier juge à propos de lui déléguer;

g) donner effet aux dispositions de l'article 15;

h) déterminer les déductions permises dans le calcul des profits servant de base à la taxe imposée par l'article 6 à toute compagnie minière.

Entrée en
vigueur.

Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et entrent en vigueur huit jours après leur publication. 11 Geo. VI, c. 33, a. 32; 5-6 Eliz. II, c. 19, a. 14.

Change-
ments
autorisés.

39. Pour les fins de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant la recommandation du ministre, est autorisé à changer ou modifier les impôts ci-dessus prévus, de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos. 11 Geo. VI, c. 33, a. 33.

religious, charitable, philanthropic, social or educational purposes;

(e) to effect the carrying out of the provisions of this act and the attaining of the objects thereof;

(f) to authorize the Deputy Minister of Revenue or other officer of the Department of Revenue to exercise such of the powers given to the Lieutenant-Governor in Council by this act and which the latter may deem proper to confer upon him;

(g) give effect to provisions of section 15;

(h) to determine the deductions allowed in computing the profits used as a basis for the tax imposed by section 6 to every mining company.

Such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette* and come into force eight days after their publication. 11 Geo. VI, c. 33, s. 32; 5-6 Eliz. II, c. 19, s. 14. Coming
into force.

39. For the purposes of this act, the Lieutenant-Governor in Council is authorized, on the recommendation of the Minister, to change or modify the taxes hereinabove provided, in the manner and in the proportion which he may deem proper. 11 Geo. VI, c. 33, s. 33. Changee
author-
ized.

Exemptions

Exemptions

Exemp-
tions.

40. La présente loi ne s'applique pas
1° aux sociétés ou établissements de fabrication de beurre et de fromage, ou de l'un de ces deux produits, fondés en vertu de la Loi des sociétés de fabrication de beurre et de fromage (chap. 125);

2° à toute compagnie constituée dans un but de drainage, d'agriculture ou de colonisation;

3° à toute compagnie formée, administrée et conduite sur une base coopérative et qui

a) met sur le marché les produits de ses membres ou actionnaires, avec entente de leur en verser le revenu moins un montant raisonnable pour dépenses et réserves; ou

b) achète les fournitures et le matériel à l'usage de tels membres ou actionnaires en vue de leur revendre lesdites fournitures et matériel au prix coûtant plus un

40. This act shall not apply:

(1) To any society or establishment manufacturing butter and cheese, or one of these two products, established under the Butter and Cheese Societies Act (Chap. 125);

(2) To any company incorporated for the purpose of drainage, agriculture or colonization;

(3) To any company which is organized, administered and operated on a cooperative basis and which

(a) markets the products of the members or shareholders thereof under the obligation to pay to them the proceeds from the sales less a reasonable amount for expenses and reserves; or

(b) purchases supplies and equipment for the use of such members or shareholders under the obligation to turn such supplies and equipment over to them at

Exemp-
tions.

montant raisonnable pour couvrir les dépenses et constituer une réserve;

4° aux compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu de la Loi des assurances (chap. 295) pourvu qu'elles n'effectuent aucune assurance d'après le système de prime en argent ou au comptant ou à prime fixe;

5° aux caisses d'épargne et de crédit régies par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (chap. 293). 11 Geo. VI, c. 33, a. 34; 11-12 Eliz. II, c. 57, a. 112. (*)

Dispositions particulières

Ententes autorisées.

41. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à conclure avec des gouvernements, organismes et corps publics, toute entente qu'il juge opportune pour coordonner et simplifier les méthodes de perception de ces taxes et en réduire le coût. 11 Geo. VI, c. 33, a. 35.

Taxes spéciales sur certaines compagnies

Taxe payable par certaines compagnies.

42. Pour l'année civile 1947 et pour chaque année subséquente,

a) toute compagnie faisant dans la province le raffinage du pétrole doit payer annuellement au ministre du revenu une taxe de un tiers de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie;

b) toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant dans la province un réseau téléphonique ou une partie d'un réseau téléphonique et dont le capital versé excède un million de dollars doit payer annuellement au ministre du revenu une taxe de un tiers de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie.

« capital versé ».

Les mots « capital versé », dans le présent article, ont le même sens que celui qui leur est attribué par le paragraphe 3 de l'article 2 mais les autres dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux taxes prévues par le présent article.

(*) Certaines sociétés de logements à dividende limité sont exemptées de l'impôt sur les corporations, en vertu de l'arrêté en conseil No 1210 du 12 mai 1961 (G. O., 1961, p. 3357);

En vertu de l'article 99 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69), aucun impôt n'est payable par une corporation personnelle, en vertu de l'article 6 de la présente loi, en certaines circonstances.

cost plus a reasonable amount for expenses and reserves;

(4) To any mutual insurance company recognized by or established under the Insurance Act (Chap. 295) provided that such company do not transact a cash premium business or under a fixed premium system;

(5) To any savings and credit union governed by the Savings and Credit Union Act (Chap. 293). 11 Geo. VI, c. 33, s. 34; 11-12 Eliz. II, c. 57, s. 112. (*)

Special Provisions

41. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to conclude with governments, public organizations and bodies, any agreement which he deems advisable for the purpose of coordinating and simplifying the methods of collection of these taxes and reducing the cost thereof. 11 Geo. VI, c. 33, s. 35.

Agreements authorized.

Special taxes on certain companies

42. For the civil year 1947 and for each subsequent year,

Tax on certain companies.

(a) every company refining petroleum in the province shall pay annually to the Minister of Revenue a tax of one-third of one per centum on the amount of its paid-up capital;

(b) every company owning, operating or utilizing, in the province, a telephone system or part of a telephone system and whose paid-up capital is in excess of one million dollars shall pay annually to the Minister of Revenue a tax of one-third of one per centum on the amount of its paid-up capital.

The words "paid-up capital", in the present section, have the same meaning as that given by paragraph 3 of section 2 but the other provisions of this act do not apply to the taxes provided by this section.

"paid-up capital".

(*) Under Order-in-Council No. 1210, dated May 12th, 1961 (O. G., 1961, p. 3357), certain limited dividend housing companies are exempted from corporation taxes;

Under section 99 of the Provincial Income Tax Act (Chap. 69), no tax is payable by a personal corporation under section 6 of this act, in certain circumstances.

Exigibi-
lité.

Les taxes prévues par le présent article sont exigibles le premier octobre de chaque année. Elles sont basées, dans le cas de chaque compagnie, sur son capital versé tel qu'établi à la fin de sa dernière année financière précédant la date de l'exigibilité de ces taxes.

Calcul.

Pour les fins du calcul de ces taxes, le capital versé est réduit dans la proportion des revenus bruts reçus par la compagnie de sources extérieures à la province par rapport au montant total de ses revenus bruts.

Rapports.

Toute compagnie visée par le présent article doit, lors du paiement de ces taxes, sans avis ou demande, faire au ministre du revenu le ou les rapports qu'il prescrit. 10 Geo. VI, c. 21, a. 3a; 11 Geo. VI, c. 32, a. 3.

The taxes provided by the present section are exigible on the first of October of each year. Such taxes are based, in the case of each company, on its paid-up capital as determined at the end of its last fiscal year preceding the date when such taxes are payable.

Exigibi-
lity.

For the purposes of computing such taxes, the paid-up capital is reduced in the proportion of the gross revenues received by the company from sources outside of the province in relation to the total amount of its gross revenues.

Computa-
tion.

Every company contemplated by the present section shall, at the time of the payment of these taxes, without notice or demand, deliver to the Minister of Revenue any and all returns he prescribes. 10 Geo. VI, c. 21, s. 3a; 11 Geo. VI, c. 32, s. 3.

Returns.